

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/13096
17 février 1979

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 17 FEVRIER 1979, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR M. THIOUNN PRASITH, AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE ET
PLENIPOTENTIAIRE DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

J'ai l'honneur de vous informer que l'intensification de l'agression et de l'invasion vietnamiennes contre le Kampuchea démocratique s'accélère tant sur le plan militaire que sur le plan politique.

Sur le plan militaire, parallèlement à l'envoi de plusieurs divisions supplémentaires au Kampuchea, les forces vietnamiennes d'invasion (150 000 hommes environ) multiplient leurs attaques et leurs crimes barbares contre le Kampuchea et le peuple du Kampuchea. Ils détruisent les villes, villages, champs et rizières. Ils pillent les récoltes et les oeuvres d'art, trésors de la civilisation d'Angkor. Ils massacrent la population, violent les femmes et les jeunes filles et les tuent après. Partout où les hordes vietnamiennes passent, ils sèment la dévastation, la mort et la souffrance. C'est une politique délibérée de génocide tendant à annihiler la nation et le peuple du Kampuchea, à éliminer définitivement l'identité nationale du Kampuchea pour l'avalier et en faire une province vietnamienne comme ils ont fait au XVIIe siècle du Royaume du Champa, le centre Viet Nam actuel, et au XVIIIe siècle, de certaines parties du territoire du Kampuchea, le Sud Viet Nam actuel.

Sur le plan politique, les dirigeants vietnamiens sont en train de mettre en scène une mascarade d'entretiens et de traités avec l'administration vietnamienne qu'ils ont créée de toutes pièces à Phnom Penh, dans le but de légaliser leur agression et leur invasion contre le Kampuchea, et l'absorption du Kampuchea par le Viet Nam. Le fait que la délégation vietnamienne en inspection à Phnom Penh comprend le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre des affaires étrangères, le Vice-Premier Ministre de l'économie, le Chef d'état-major et le Ministre de la culture, montre clairement que le Viet Nam se prépare à "avalier légalement" le Kampuchea, annihiler le Kampuchea en tant que nation et peuple sur les plans militaire, politique, économique et culturel.

Le peuple du Kampuchea et l'armée révolutionnaire du Kampuchea, sous la direction du Gouvernement du Kampuchea démocratique, sont en train de mener une lutte résolue pour la survie du Kampuchea en tant que nation, pour la survie de la civilisation du Kampuchea.

Compte tenu de ce développement rapide de la situation engendrée par l'agression et l'invasion vietnamiennes contre le Kampuchea démocratique, et sur l'instruction de mon gouvernement, j'ai l'honneur de renouveler ma demande en date du 14 février 1979 (S/13085) pour que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner à nouveau et condamner l'agression et l'invasion vietnamiennes contre le Kampuchea démocratique et prenne des mesures nécessaires pour que le Viet Nam cesse son agression et son invasion contre le Kampuchea démocratique, retire toutes ses forces d'agression du Kampuchea et respecte l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique ainsi que le droit du peuple du Kampuchea de décider de sa propre destinée.

Je vous prie de faire distribuer cette lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire du Kampuchea
démocratique,

(Signé) Thiounn PRASITH